



Brussels Studies

La revue scientifique pour les recherches sur Bruxelles /
Het wetenschappelijk tijdschrift voor onderzoek over
Brussel / The Journal of Research on Brussels
Collection générale | 2025

Le rôle de la mendicité dans les stratégies de survie des habitants de la rue à Bruxelles

De rol van bedelen in de overlevingsstrategieën van Brusselse straatbewoners
The role of begging in the survival strategies of Brussels street people

Stef Adriaenssens, Mieke Schrooten et Bert De Bock

Traducteur : Céline Ponsard



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/brussels/8694>
DOI : 10.4000/14tnw
ISSN : 2031-0293

Cet article est une traduction de :

De rol van bedelen in de overlevingsstrategieën van Brusselse straatbewoners - URL : <https://journals.openedition.org/brussels/8608> [nl]

Autre(s) traduction(s) de cet article :

The role of begging in the survival strategies of Brussels street people - URL : <https://journals.openedition.org/brussels/8699> [en]

Éditeur

Université libre de Bruxelles - ULB

Référence électronique

Stef Adriaenssens, Mieke Schrooten et Bert De Bock, « Le rôle de la mendicité dans les stratégies de survie des habitants de la rue à Bruxelles », *Brussels Studies* [En ligne], Collection générale, document 207, mis en ligne le 01 octobre 2025, consulté le 01 octobre 2025. URL : <http://journals.openedition.org/brussels/8694> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/14tnw>

Ce document a été généré automatiquement le 1 octobre 2025.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont susceptibles d'être soumis à des autorisations d'usage spécifiques.

Le rôle de la mendicité dans les stratégies de survie des habitants de la rue à Bruxelles

De rol van bedelen in de overlevingsstrategieën van Brusselse straatbewoners
The role of begging in the survival strategies of Brussels street people

Stef Adriaenssens, Mieke Schrooten et Bert De Bock

Traduction : Céline Ponsard

NOTE DE L'ÉDITEUR

Pour voir les figures dans une meilleure résolution, accédez à l'article en ligne et cliquez sur « Original » en dessous de celles-ci.

Introduction

- 1 Il y a un peu plus de trente ans, le 1^{er} mars 1993, la Belgique abrogeait la loi séculaire pénalisant le vagabondage et la mendicité. Malgré cette décriminalisation, le phénomène de la mendicité continue d'échauffer les esprits à intervalles réguliers. Surtout dans des villes comme Bruxelles, où la présence des mendiants ne passe pas inaperçue dans l'espace public, cette confrontation enflamme régulièrement les débats politiques et de société. L'agitation qui a entouré l'instauration d'une interdiction de mendicité en compagnie de mineurs de moins de 16 ans sur le territoire de la Ville de Bruxelles (2022) en est un exemple récent [Schrooten *et al.*, 2023]. Plus éloquente encore est la volonté de certains de rouvrir le débat sur la criminalisation du sans-abrisme et de la mendicité [Dive, 2024].
- 2 Les débats sur la mendicité se concentrent généralement sur le lien – souvent supposé – entre mendicité et criminalité ou insécurité. Mais plus souvent encore, la mendicité est

perçue comme dérangeante, inappropriée ou indésirable, indépendamment d'un quelconque impact sur l'ordre public [Colombo *et al.*, 2016 ; de Coulon *et al.*, 2015 ; Hermer, 2019]. Dans le même temps, elle est étroitement associée à l'extrême pauvreté et au débat qui l'accompagne, notamment la question de savoir dans quelle mesure les personnes qui mendient se trouvent réellement en situation de précarité. Certains voient surtout dans la mendicité un moyen facile de gagner de l'argent, quand d'autres la considèrent comme une stratégie de survie pour ceux et celles qui n'ont guère d'autres options [Flåto et Johannessen, 2010 ; McIntosh et Erskine, 2000]. Si la notion conceptualisée d'« activités de survie » est souvent utilisée dans la littérature [Deckard et Auyero, 2022 ; Nunez Basante, 2023 ; Ojebuyi et Ajao, 2023], elle est rarement définie explicitement. Dans le contexte de cette étude, elle renvoie aux activités mises en place par des personnes et communautés qui se situent au bas de l'échelle de revenus, pour subvenir à leurs besoins. Souvent, ces activités relèvent de l'économie informelle [Portes, 2010 ; Venkatesh, 2006] et sont criminalisées [Wacquant, 2009].

- 3 L'aspect de la criminalisation semble être un thème récurrent du débat, trop souvent pris en étau entre ceux qui réduisent la mendicité à une menace pour la sécurité et ceux qui appellent à y lire les signes avant-coureurs de la pauvreté. Bref, entre la perception du mendiant-intrus et celle du mendiant-victime d'exclusion, c'est le grand écart des contrastes. Les allégations assénées lors de discussions sur la mendicité et les mendiants, concernant par exemple leurs origines, leurs motivations et leurs revenus, sont incroyablement diverses et souvent inconciliables [Donovan, 2008 ; Fitzpatrick et Jones, 2005]. Dans ce contexte, il convient d'ailleurs d'interpréter « revenus » au sens large : la mendicité ne rapporte pas seulement de l'argent, mais aussi des dons en nature tels que des cigarettes, de la nourriture ou des vêtements [Adriaenssens et Hendrickx, 2011 ; Reinhard, 2023].
- 4 Il est remarquable de relever que le débat sur la mendicité est souvent chargé d'affirmations péremptoires, alors qu'il existe peu de connaissances solidement étayées sur les personnes qui s'y livrent [Adriaenssens et Soare, 2023 ; Leeson et Hardy, 2022]. Le groupe des mendiants fait partie de ce que la littérature qualifie de population « cachée » ou « difficile à atteindre » (*hard to reach*) [Adhikari et Bryant, 2018 ; Tourangeau, 2019 ; Wallengren, 2021]. Les populations cachées sont des groupes au sujet desquels il n'existe pas beaucoup de preuves fiables et systématiques, du moins pas fondées sur des enquêtes démographiques existantes. Cela tient au fait que beaucoup de ces populations cachées se situent au bas de l'échelle sociale [Cobham, 2020]. Quelques exemples de sujets sous-représentés ou absents des enquêtes de population classiques sont précisément les personnes qui vivent dans la pauvreté absolue, les sans-abri ou les individus sans titre de séjour régulier. Outre le caractère caché du groupe, une autre raison de ce manque de connaissances peut s'expliquer par la nature illégale ou stigmatisée de ses activités. On peut en effet dire des personnes qui mendient qu'elles représentent une population cachée exerçant une activité peu valorisée.
- 5 Quelle connaissance avons-nous de la mendicité à Bruxelles ? La dernière étude systématique sur le sujet, qui remonte à près de vingt ans [Adriaenssens et Hendrickx, 2011 ; Clé et Adriaenssens, 2007], est une de ces enquêtes sous forme de questionnaire. Elle a été en grande partie reproduite en 2021-2022 [Adriaenssens et Soare, 2023 ; Soare *et al.*, 2025]. Cette enquête nous apprenait que, durant la période observée, les conditions de vie et les origines des personnes mendiantees présentaient des différences

fondamentales entre deux groupes : d'une part, une population locale sans-abri, essentiellement masculine, et, d'autre part, des Roms, principalement des femmes, qui avaient récemment émigré de Roumanie. Cette dernière catégorie était parfois accompagnée d'enfants et continuait à faire régulièrement la navette entre les deux pays [voir aussi Geurts, 2015]. Or, beaucoup a changé au cours des vingt dernières années. Il suffit de songer à l'élargissement de l'Union européenne et à l'augmentation et la diversification des flux migratoires [Vandekerckhove *et al.*, 2022]. On peut supposer que ces évolutions ont aussi eu un impact à Bruxelles, y compris sur la population qui y mendie. Ce que confirment d'ailleurs les acteurs du champ social. Malgré une enquête récente [Adriaenssens et Soare, 2023 ; Soare *et al.*, 2025], le fossé reste à plusieurs égards profond entre les informations fiables et la recherche scientifique, d'une part, et le débat de société qui entoure la mendicité à Bruxelles, d'autre part.

- 6 À la lumière de ce fossé entre la disponibilité et la nécessité de données, et vu la difficulté d'atteindre effectivement des groupes comme celui des mendiants, la meilleure approche semble devoir reposer sur plusieurs stratégies qui se complètent. Tout d'abord, il faut privilégier le pluralisme des méthodes, en déployant à la fois des techniques qualitatives (comme les entretiens en profondeur et l'observation participante) et des recherches quantitatives (comme les questionnaires). Or, les sources disponibles, administratives ou autres, susceptibles de contenir des données sur ce groupe sont fortement sous-exploitées.
- 7 Dans toute autre étude de la pauvreté, les données administratives sont utilisées avec un certain succès, par exemple pour documenter l'efficacité d'une politique [Meyer et Mittag, 2019 ; Pattaro *et al.*, 2020]. Ici, cependant, les populations cachées nous confrontent à un paradoxe : les groupes que l'action politique n'atteint pas sont souvent non répertoriés. Les données administratives peuvent dès lors s'en trouver biaisées, par exemple à cause d'un faible recours aux droits. Ainsi, dans le domaine de l'action sociale, il est fréquent qu'une part importante des bénéficiaires ne reçoivent pas ou ne demandent pas d'allocation [Noël, 2021 ; Van den Broeck *et al.*, 2024]. Cette réalité limite non seulement l'efficacité des politiques, mais aussi la représentativité des données [Ko et Moffitt, 2020]. Un problème similaire se pose en recherche criminologique, les victimes de délits ne les déclarant pas toujours auprès de la police [Brame *et al.*, 2010]. Dans le cas présent, on peut imaginer que des individus marginalisés soient moins enclins à se signaler. Si cette attrition se produit à une échelle suffisante et non aléatoire, les données relatives aux déclarations ou aux allocations ne peuvent fournir qu'une image tronquée de la population visée. Pour une population cachée comme celle des mendiants, l'utilisation des données administratives risque donc de reproduire la sous-représentation de ce groupe caché.
- 8 Outre les formes directes de questionnaire, les données d'enregistrement des travailleurs sociaux en contact étroit avec ces groupes vulnérables peuvent constituer une précieuse source complémentaire. Par exemple, la récente enquête [Adriaenssens et Soare, 2023 ; Soare *et al.*, 2025] ne permet pas de comparer les personnes qui se livrent à la mendicité avec d'autres habitants de la rue qui ne s'y livrent pas. Les associations et mécanismes sous-jacents restent ainsi sous-documentés. À travers cette contribution, nous voulons participer à combler cette lacune dans la connaissance des situations de vie des personnes et familles qui mendient en Région de Bruxelles-Capitale. Pour ce faire, nous procédons au départ d'une analyse de la base de données

de l'ASBL Diogenes, une association active auprès des sans-abri en Région de Bruxelles-Capitale. Pour cet article, nous avons analysé les données des six dernières années (2018-2023). Cette source unique d'informations apporte un précieux complément à ce que nous savons déjà, principalement grâce à l'enquête transversale précitée [Adriaenssens et Soare, 2023 ; Soare *et al.*, 2025]. Les données de Diogenes permettent de suivre l'évolution dans le temps des changements intervenus dans la composition du groupe de mendiants, ainsi que de comparer les habitants de la rue qui se livrent à la mendicité avec ceux qui ne le font pas.

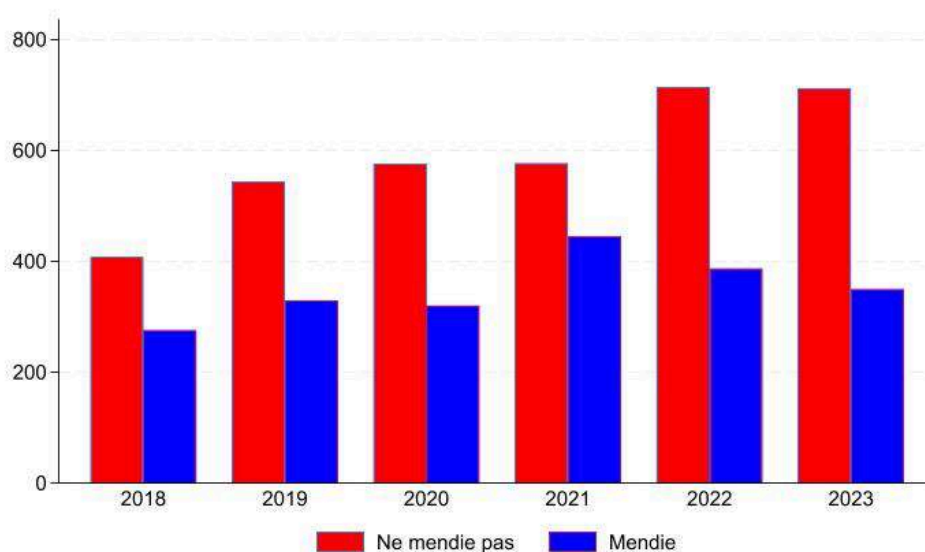
- 9 Une définition au sens large de la mendicité correspond à demander l'aumône dans l'espace public [Dean et Melrose, 1999 ; Fitzpatrick et Kennedy, 2000]. Selon la littérature, elle prend généralement la forme d'un échange unilatéral, non réciproque, entre des personnes qui mendient et d'autres qui donnent. Les techniques varient, allant de l'interpellation des passants, avec ou sans histoire pour les apostropher, à l'utilisation d'une petite assiette ou d'un gobelet pour leur faire comprendre qu'un don leur est demandé. Les profils des personnes qui mendient sont également très variés [Bose et Hwang, 2002 ; Ferguson *et al.*, 2016]. Dans une conceptualisation plus large, les activités des musiciens de rue ou des colporteurs peuvent aussi être assimilées à de la mendicité [Hawkins, 2012 ; Östman, 2022], car leur interaction avec le public implique une forme d'échange marchand (symbolique). L'ASBL Diogenes applique une définition large de la mendicité : il s'agit d'une activité informelle, productive ou non, qui a lieu dans des espaces publics, semi-publics ou privés et dans le cadre de laquelle un ou plusieurs bénéficiaires font appel, explicitement ou non, aux passants pour obtenir des dons financiers ou matériels. Cette définition, utilisée dans la compilation des données, constitue donc le point de départ de cette analyse.
- 10 Avec cet article, nous aspirons à mieux documenter le rôle que peut revêtir la mendicité au sein d'un groupe généralement fortement exclu. Au sein même de la population à laquelle se consacre Diogenes, des différences significatives sont observées dans la nature et la gravité des problèmes auxquels sont confrontés ces individus. Inspirés par la littérature existante (comme [Adriaenssens et Hendrickx, 2011 ; Reinhard, 2023]), nous partons du principe que la décision de mendier répond surtout à l'absence de solutions alternatives, par exemple à cause d'un statut de séjour précaire ou d'une problématique d'addiction. À titre d'hypothèse de travail, nous documentons donc si certaines formes d'exclusion et de problèmes augmentent le risque de mendicité.

1. La collecte de données au départ de Diogenes

- 11 Diogenes¹ est agréée par le Collège réuni de la Commission communautaire commune (Cocom) en tant que service de travail de rue et dispositif Housing First, et par la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxelles Logement) en tant qu'association d'insertion par le logement (AIPL). L'ASBL est agréée par la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale en tant que service de travail de rue assurant l'accompagnement des personnes vivant habituellement en rue. Elle emploie actuellement quelque 45 collaborateurs dans le cadre de projets divers. Parmi ceux-ci, on peut citer le travail de rue, Housing First, la médiation interculturelle, la coordination du Collectif les Morts de la Rue, le Soutien au Logement, Métro-Liens, SubLINK et Quartier solidaire.

- 12 Diogenes entend jeter des ponts entre la rue et le reste de la société. Son public cible se compose de personnes qui passent une grande partie de leur temps dans l'espace public. Pour soutenir sa mission, l'association procède à la collecte systématique de données, et ce, via trois canaux :
1. les carnets de route des travailleurs de terrain : tous les travailleurs de terrain complètent chaque jour un carnet de route, dans lequel ils consignent qui ils ont vu, où et quand, ce qu'ils ont fait avec la personne concernée, les organisations avec lesquelles ils ont collaboré et les réunions de réseau auxquelles ils ont assisté. En 2023, Diogenes a enregistré de la sorte 1 451 sujets uniques²;
 2. les dossiers d'intervention : lorsque suffisamment d'informations sont disponibles pour identifier une personne, un dossier est ouvert. Celui-ci contient des informations à caractère personnel, comme le nom, la date de naissance, la nationalité, le lieu de naissance, le genre, le premier lieu de rencontre... ;
 3. les profils annuels : chaque année, tous les travailleurs de rue établissent le profil de chaque personne qui a fait l'objet d'un dossier d'intervention. Ce profil comprend une cinquantaine de questions portant, entre autres, sur la situation de vie, l'état de santé et les addictions, le revenu et le travail, la situation familiale, le logement et la situation administrative. Ces informations reflètent la situation prévalant au dernier jour de l'année, ou la dernière situation connue au cours de l'année écoulée.
- 13 Les analyses contenues dans cet article sont basées sur cette dernière forme de collecte de données. Ce profil annuel est établi sous sa forme actuelle par Diogenes depuis 2017. Les données sont collectées de manière aussi fiable que possible, en prévoyant notamment des temps de formation pour les travailleurs sociaux.
- 14 La population visée par Diogenes est précisément celle que représentent nos données. Il s'agit d'un groupe globalement vulnérable d'individus qui passent beaucoup de temps dans la rue ou ailleurs dans l'espace public. Tous ne vivent pas tout le temps en rue. Comme le montreront les données, environ la moitié du groupe documenté dort dans l'espace public, et est donc totalement sans-abri (voir aussi Tableau 1).

Figure 1. Nombre de dossiers complétés concernant des personnes qui mendent ou non, 2018-2023



Source : Traitement propre des profils annuels de Diogenes, 2018-2023

- 15 Les données de l'ASBL Diogenes brossent un portrait unique des habitants de la rue à Bruxelles. La figure 1 représente le nombre de dossiers complétés pour des personnes qui mendiaient ou non entre 2018 et 2023. Nous pouvons observer une hausse continue du nombre de personnes enregistrées. Cette hausse peut indiquer un groupe croissant d'individus qui doivent survivre dans la rue, et donc une précarité de plus en plus visible à Bruxelles. Cependant, d'autres interprétations sont possibles. Une présence accrue ou améliorée de Diogenes dans la rue ou une augmentation du nombre de contacts établis par heure prestée par les travailleurs sociaux peut produire le même effet. Il est vrai que le nombre de travailleurs sociaux actifs au sein de l'association a évolué au fil des années d'observation. Il est aussi à relever que l'augmentation du nombre de dossiers complétés concerne principalement des personnes qui ne mendient pas, entraînant une légère baisse de la proportion des personnes qui mendient.
- 16 Afin de préserver la clarté des nombreuses caractéristiques et de conserver un nombre suffisant d'observations, il a généralement été décidé de simplifier la richesse des informations en variables comportant moins de catégories, les réduisant souvent même à une dichotomie. Par exemple, pour la situation de logement, nous avons fait le choix, conformément à la classification ETHOS [Edgar et Meert, 2006], d'opérer une distinction entre les personnes qui vivent dans la rue et dans l'espace public sans domicile fixe, et les autres. Le groupe le plus exclu correspond à la catégorie ETHOS 1, que l'on appellera désormais « sans-abri ». Il importe également de rappeler que les formes de sans-chez-soirisme sont souvent très dynamiques [Elkins *et al.*, 2024 ; Scutella et Wood, 2024], alors que les données ne reflètent qu'un instantané ponctuel de la situation de logement.
- 17 De plus, parmi les nombreuses nationalités recensées, nous n'avons retenu que les plus fréquentes (belge, roumaine, polonaise) ou nous les avons rassemblées sous un groupe géographique pertinent (Maghreb). Pour les données relatives aux addictions et aux troubles mentaux, les nombreuses catégories de problèmes, aux différences souvent subtiles, ont été recodées en les réduisant à la question de savoir si le travailleur social a observé le problème.

Tableau 1. Statistiques descriptives

Variable/catégorie	%/médiane	n
TOTAL (2018-2023)	100 %	5 634
Mendie ?	37 %	2 106
Année		
2018	12 %	683
2019	15 %	872
2020	16 %	895
2021	18 %	1 021
2022	20 %	1 101

2023	19 %	1 062
Genre		
Homme	68 %	3 848
Femme	27 %	1 526
Autre	5 %	260
Âge (en années)	46	3 452
Rom ?	18 %	994
Nationalité (après regroupement)		
Belge	33 %	1 882
Roumain	20 %	1 116
Polonais	12 %	669
Pays du Maghreb	9 %	485
Autre	14 %	776
Inconnu	13 %	887
Sans-abri ?	56 %	3 164
Addiction à l'alcool ou aux drogues ?	53 %	2 967
Troubles mentaux observés ?	46 %	2 591
Revenu (après regroupement)		
CPAS	23 %	1 284
Maladie/invalidité	10 %	586
Chômage/pension	6 %	364
Revenu du travail	4 %	245
Sans revenu	37 %	2 083
Revenu inconnu	19 %	1 072

- 18 Avant de nous pencher plus en détail sur les personnes qui mendient, commençons par brosser un tableau général du public de l'ASBL Diogenes. Le Tableau 1 fournit une vue d'ensemble de ses caractéristiques de profil. Selon la répartition des caractéristiques personnelles, nous observons que la population de rue atteinte par Diogenes est à prédominance masculine, conformément au constat déjà dressé à Bruxelles sur la base

du dénombrement des personnes sans-chez-soi [Pierre, 2025] ainsi que dans la plupart des autres pays à haut revenu [OCDE, 2024]. Par ailleurs, bien que deux tiers de la population ne soient pas belges, le groupe modal reste de nationalité belge. Les Polonais et les Roumains représentent les autres nationalités fréquemment rencontrées. Une grande minorité est d'ethnie rome. Le seul groupe national issu de pays non européens qui soit d'une ampleur relativement plus importante est constitué de personnes du Maghreb, principalement d'origine marocaine. Parmi les non-Belges figurent un grand nombre d'individus avec un statut de séjour précaire ou non documenté. Pour les citoyens de l'Union européenne, l'absence d'adresse officielle constitue souvent un obstacle supplémentaire, surtout en cas de travail informel ou de mendicité. Cette situation peut enclencher un cercle vicieux d'exclusion [Aradau *et al.*, 2013 ; Consoli, 2023 ; Debruyne, 2022].

- 19 Les travailleurs sociaux répertorient un certain nombre de caractéristiques de profil, qui ne manqueront pas d'intérêt pour la suite de notre analyse de la mendicité. Plus de la moitié du groupe est sans-abri. Environ la moitié souffre d'une addiction à l'alcool ou aux drogues. Les travailleurs sociaux tentent également de recenser si les personnes accompagnées présentent certains troubles mentaux. Cet état est rapporté pour près de la moitié des individus. La nature et la gravité des problèmes varient fortement, avec une récurrence de psychoses et de symptômes dépressifs. Comme le but de la mendicité est d'acquérir un revenu, qu'il soit en argent ou en nature, il semble logique que l'existence potentielle d'autres sources de revenus soit pertinente pour évaluer la prédictibilité de cette activité. On s'attend donc à ce que le risque de mendicité diminue quand une personne dispose d'autres sources de revenus. Pour une large majorité du groupe documenté, le revenu n'est pas connu (19 %) ou il s'agit de personnes sans revenu (37 %). Seule une petite minorité de 4 % possède un revenu du travail, formel ou informel. Tous les autres bénéficient de l'une ou l'autre forme d'allocation. Dans les analyses de régression ultérieures, tous les revenus issus d'allocations ont été regroupés sous une seule catégorie.

2. Focus sur les personnes qui mendient

- 20 Dans cette partie de l'analyse, nous nous concentrons sur le groupe d'habitants de la rue qui mendient. Nous comparons leur profil et leur situation de vie avec ceux des personnes qui ne mendient pas, sur la base des données de Diogenes. En premier lieu, nous explorons les données sous l'angle de la mendicité en nous focalisant sur les personnes qui mendient et celles qui ne mendient pas, selon une perspective bivariable. Cela signifie que nous examinons à chaque fois si une caractéristique donnée est corrélée ou non au recours à la mendicité en tant qu'activité de survie. Nous évaluons la significativité de ces différences à l'aide de mesures d'associations bivariées standards : des tests du χ^2 si la variable indépendante est aussi catégorielle, et un test de Mann-Whitney pour déterminer la relation entre âge et mendicité.
- 21 Dans les analyses centrales, nous rassemblons ensuite cette collecte de covariables dans une seule analyse. Le but est identique : examiner quelles caractéristiques de la population de rue prédisent son recours à la mendicité. Dans cette régression, l'âge a été recodé, compte tenu du grand nombre d'observations manquantes (qui ne sont de surcroît pas aléatoires), en une variable catégorielle. Les âges connus ont été répartis en quatre quartiles égaux, et un groupe dont l'âge est inconnu a également été ajouté.

- 22 Pour estimer ces relations, nous utilisons un « modèle de probabilité linéaire » (MPL). Cette approche est robuste, pour autant que la répartition binaire ne soit pas trop concentrée dans un seul groupe. Avec une ventilation de 37-63 % pour, respectivement, les personnes qui mendient et celles qui ne mendient pas, cela ne semble pas être le cas. Afin d'éviter tout biais, nous estimons le MPL à l'aide d'erreurs types robustes. Le Tableau 2 présente les statistiques descriptives des variables centrales. Dans le modèle de base, les variables centrales sont estimées ensemble. Nous avons constaté que l'accès à un revenu est inégalement réparti en fonction des caractéristiques de sans-abrisme, de problématique d'addiction, de troubles psychiques et d'origine ethnique (voir Tableau 4 en annexe). C'est pourquoi un deuxième modèle estime si ces indications de vulnérabilité interagissent avec l'accès à un revenu dans le risque de mendicité. Pour ce faire, nous ajoutons des termes d'interaction entre le revenu et les quatre autres indicateurs.

3. Exploration des données : établissement d'un profil

- 23 Une large minorité d'observations – environ une sur trois – concerne des personnes qui mendient au moins de temps en temps. L'augmentation du nombre d'habitants de la rue enregistrés au fil des années est à imputer principalement aux personnes qui ne mendient pas (voir aussi Figure 1). De ce fait, la proportion relative de mendiants diminue légèrement en 2022 et 2023. Cette baisse relative doit toutefois être comprise dans le contexte d'une hausse nominale du nombre d'observations.
- 24 Il existe des différences marquées entre les hommes et les femmes : près de la moitié des femmes mendient (45 %), contre seulement un homme sur trois (35 %). Dans un groupe pourtant à prédominance masculine, ce sont donc les femmes qui présentent un plus grand risque de mendicité. Cette différence résiste également à l'épreuve de la régression. Du point de vue de l'âge, aucune différence notable n'apparaît entre mendiants et non-mendiants. Les premiers sont légèrement plus jeunes, mais la différence, bien que significative, est minime : les personnes qui mendient sont en moyenne un an et huit mois plus jeunes que celles qui ne mendient pas.
- 25 La caractéristique la plus remarquable de la population mendicante est sans conteste celle de l'origine ethnique et de la nationalité, avec une forte concentration de Roms et de personnes de nationalité roumaine. Cela tient en grande partie au fait que 88 % des Roms sont identifiés comme Roumains.
- 26 Il ressort de toutes les observations rapportées par les travailleurs sociaux qu'environ la moitié présente une dépendance à l'alcool ou aux drogues. Au sein de ce groupe, la proportion de mendiants est un peu plus élevée que parmi les personnes sans addiction. Il apparaît également que le sans-abrisme n'est corrélé que dans une mesure limitée à la mendicité ; cette relation est tout au plus significative à la marge. En revanche, la situation de revenus est un facteur prédictif bien plus puissant : les personnes sans le moindre revenu mendient beaucoup plus souvent que celles qui bénéficient d'une autre source de revenus.

Tableau 2. Relation bivariée entre mendicité et caractéristiques de profil

Variable/catégorie		
--------------------	--	--

	Proportion/médiane mendicité par groupe	Relation avec la mendicité (significativité)
Population totale	37 %	NA
Année		31,22 (p<0,001)
2018	40 %	
2019	38 %	
2020	36 %	
2021	43 %	
2022	35 %	
2023	33 %	
Âge (en années)	$\bar{X}_{\text{mendie}} = 44$	3,36 (p<0,001)
	$\bar{X}_{\text{autres}} = 46$	
Genre		110,77 (p<0,001)
Homme	36 %	
Femme	45 %	
Autre	13 %	
Rom ?	60 %	267,59 (p<0,001)
Nationalité (après regroupement)		289,90 (p<0,001)
Belge	33 %	
Roumain	57 %	
Polonais	38 %	
Pays du Maghreb	24 %	
Autre	37 %	
Inconnu	25 %	
Addiction à l'alcool ou aux drogues ?	40 %	20,42 (p<0,001)
Sans-abri ?	38 %	3,21 (p=0,073)
Troubles mentaux observés ?	38 %	0,48 (p=0,50)

Revenu (après regroupement)		534,26 (p<0,001)
CPAS	33 %	
Maladie/invalidité	28 %	
Chômage/pension	15 %	
Revenu du travail	14 %	
Sans revenu	55 %	
Revenu inconnu	26 %	

Pour les variables binaires, le pourcentage indiqué est celui du groupe qui mendie ; en présence de plusieurs groupes, la proportion est présentée par groupe ; pour la variable continue « âge », la médiane est indiquée.

Tests : test du Chi² pour les variables catégorielles ; test de Mann-Whitney pour la relation mendicité-âge.

4. Résultats : quels liens entre mendicité et caractéristiques de profil ?

- 27 L'analyse de régression (voir Tableau 3) fournit une image plus complète des facteurs corrélés au risque de mendicité. Comme déjà suggéré précédemment par les résultats descriptifs et bivariés, une légère baisse de la proportion de personnes qui mendient est constatée au fil des années. Il est important de relever qu'il ne s'agit pas tant d'une diminution du nombre de personnes qui mendient dans la rue (pour les chiffres absolus, voir Figure 1) que d'une baisse relative au sein d'une population croissante d'habitants de la rue atteints par le travail de proximité.
- 28 Comme suggéré précédemment, le risque plus élevé de mendicité chez les sujets féminins reste, ici aussi, d'actualité. En ce qui concerne l'âge, les différences sont minimales. Le risque de mendicité varie à peine entre les groupes d'âge, même s'il convient de relever que les travailleurs sociaux ne disposent généralement pas de données d'âge pour les personnes qui mendient. Cela indique que les travailleurs sociaux disposent en moyenne de moins d'informations sur les individus qui mendient ; une personne qui recourt à la mendicité comme stratégie de survie a donc un statut moins bien documenté. Cela peut signifier que les personnes qui mendient constituent aussi, en moyenne, un groupe plus difficile à atteindre pour les travailleurs de rue cherchant à entretenir des contacts étroits.
- 29 Parmi les caractéristiques attribuées, l'origine ethnique est pratiquement la plus prédictive. Le groupe le plus représenté dans la mendicité est incontestablement celui des Roms. Si nous examinons à part ce groupe ethnique, indépendamment de la nationalité, cette caractéristique est même l'un des meilleurs facteurs prédictifs personnels de mendicité, du moins par rapport à la catégorie de référence des mendiants de nationalité belge.
- 30 Les corrélations entre la mendicité et les multiples problèmes situationnels que peuvent connaître les personnes vivant dans la rue sont également substantielles. Sont

notamment pertinents les problèmes mentaux ou d'addiction et les sources de revenus. Parmi les personnes chez qui les travailleurs sociaux observent une problématique d'addiction, le risque de mendicité augmente considérablement. Cette situation peut reposer sur toutes sortes de mécanismes sous-jacents, mais l'un d'entre eux tient probablement au fait que les personnes dépendantes ont souvent plus de difficulté à obtenir un revenu par le biais d'autres activités. Une dynamique comparable peut être à l'œuvre en présence de troubles mentaux. Chez ces personnes aussi, le risque de mendicité augmente significativement. Cela confirme la vision selon laquelle mendier est souvent une planche de salut pour les personnes en proie à des problèmes complexes, qui ont difficilement accès à d'autres formes de revenus. En revanche, il est à relever que le sans-abrisme n'augmente pas significativement le risque de mendicité selon l'analyse de régression, ce qui suggère que d'autres facteurs pèsent plus lourdement.

- 31 Le plus grand prédicteur de mendicité est l'absence d'une autre source de revenus. Une source de revenus, quelle qu'elle soit, diminue significativement le risque de mendicité. Ceci soutient la thèse selon laquelle la mendicité constitue une activité de dernier recours pour générer des revenus. La grande mécanique sous-jacente semble bien être que quiconque a accès à d'autres possibilités de revenus recourt beaucoup moins vite à la mendicité. Par contre, une personne qui ne dispose d'aucune forme de revenu et qui vit dans la rue se tournera souvent vers la mendicité, car cela reste une option accessible quand les solutions alternatives sont plus difficiles à atteindre.
- 32 Dans un deuxième modèle, une série de termes d'interaction ont été ajoutés pour examiner si certaines combinaisons de vulnérabilités accentuent encore le risque de mendicité : d'une part, le fait de ne pas avoir accès à un revenu de quelque nature que ce soit et, d'autre part, les caractéristiques liées à l'ethnie rome, au sans-abrisme, à une problématique d'addiction et à des troubles psychologiques. Ce sont surtout les habitants de la rue d'origine rome et les sans-abri qui sont plus souvent sans la moindre source de revenus (voir Tableau 4 en annexe). Les termes d'interaction indiquent en tout état de cause que la combinaison d'une absence de revenus avec une origine rome et avec une problématique d'addiction augmente effectivement le risque de mendicité. Étonnamment, il apparaît que les personnes qui souffrent de troubles psychiques et qui disposent d'un revenu mendient plus souvent que celles qui sont sans revenu. Cela peut indiquer une relation plus complexe entre vulnérabilité psychique, prise en charge et comportement de mendicité. De manière générale, une personne sans revenu mendiera plus souvent, peu importe qu'elle soit en situation de sans-abrisme ou pas. À cet égard, il convient bien entendu de garder à l'esprit que l'ensemble de l'échantillon se compose d'habitants de la rue, pratiquement tous confrontés à une situation de logement précaire.

Tableau 3. Régressions des variables de profil sur la mendicité en tant qu'activité

	Modèle 1	Modèle 2
Année (réf. : 2018)		
2019	-.028 (.023)	-.031 (.023)
2020	-.072 (.026)*	-.072 (.026)**

2021	-.045 (.025)	-.049 (.025)
2022	-.122 (.026)***	-.120 (.026)***
2023	-.127 (.026)***	-.118 (.026)***
Âge en quartiles (réf. : 1^{er} quartile)		
Quartile 2 [36-45]	.046 (.023)*	.043 (.023)
Quartile 3 [46-54]	.050 (.023)*	.044 (.022)*
Quartile 4 (≥ 55)	.012 (.022)	.011 (.022)
Âge inconnu	.057 (.019)**	.043 (.019)*
Genre (réf. : femme)		
Homme	-.052 (.015)***	-.051 (.015)**
Autre	-.122 (.030)***	-.127 (.031)***
Nationalité/ethnie (réf. : Belge)		
Rom	.266 (.023)***	.463 (.031)***
Roumain (hors Rom)	-.060 (.031)	-.008 (.031)
Polonais	-.098 (.023)***	-.059 (.024)**
Pays du Maghreb	-.202 (.022)***	-.164 (.022)***
Autre (hors Rom)	-.061 (.022)**	-.015 (.022)
Inconnu	-.107 (.024)***	-.074 (.024)**
Addiction à l'alcool ou aux drogues ?	.185 (.014)***	.236 (.025)***
Troubles mentaux ?	.083 (.014)***	.120 (.016)***
Sans-abri ?	.026 (.018)	.020 (.023)
Revenu (réf. : sans revenu)		
Travail	-.447 (.026)***	-.327 (.037)***
Revenu non spécifié	-.279 (.035)***	-.208 (.044)***
Revenu inconnu	-.232 (.021)***	-.163 (.032)***
Allocation	-.315 (.016)***	-.235 (.032)***
Termes d'interaction		

Rom X sans revenu		.362 (.037)***
Addiction X sans revenu		.082 (.030)**
Troubles mentaux X sans revenu		-.107 (.029)***
Sans-abri X sans revenu		-0.010 (.026)
Termes d'interaction ?	Non	Oui
R ²	.179	.199
Prob > F	<0.001	<0.001

Effets d'un modèle de probabilité linéaire avec erreurs types robustes (SE). n=5 634

* p < 0.05 ; ** p < 0.01 ; *** p < 0.001

Le modèle 1 estime tous les effets principaux ; le modèle 2 ajoute des termes d'interaction.

Conclusion et discussion

- 33 Les personnes qui vivent dans la rue sont souvent relativement visibles dans le paysage urbain. Pourtant, quand il s'agit de documenter leur vie sur une base scientifique, elles semblent quasiment invisibles. Résultat : les habitants de la rue se retrouvent régulièrement au centre des débats publics et des discours politiques, mais ces discussions reposent rarement sur des données qui dépassent le cadre de l'anecdote. Le problème ne s'explique pas seulement par une prédilection supposée pour un débat pauvre en faits ou en preuves. Même pour ceux et celles qui souhaiteraient qu'il en soit autrement, le problème reste entier, à savoir que les données et analyses fiables sur ce groupe exclu de la société ne sont disponibles qu'en quantité limitée. Les sources statistiques qui prétendent documenter la vie des Belges ou des Bruxellois ne représentent pas – ou à peine – les membres de ce groupe. Ils sont *non comptabilisés*, ce qui constitue une dimension supplémentaire d'exclusion sociale [Cobham, 2020]. Cette invisibilité statistique, les personnes qui vivent dans la rue la partagent avec beaucoup d'autres groupes marginalisés. Ce qui contraint souvent les institutions et pouvoirs publics à mener des politiques qui naviguent à vue.
- 34 Le besoin de données sur ces groupes cachés n'offre que peu de gains rapides (*quick wins*). La plupart des recherches qui s'évertuent néanmoins à en établir la cartographie procèdent de manière directe, par exemple à l'aide d'une enquête sous forme de questionnaire. En outre, aujourd'hui, les chercheurs tentent de plus en plus d'utiliser les données collectées d'office par des organismes, notamment sur la base de procédures administratives mises en place par les autorités. Or, pour les groupes fortement marginalisés, ce procédé n'offre guère de soulagement, précisément parce qu'ils sont mal ou insuffisamment documentés par les sources administratives, notamment en raison de leur plus faible recours aux droits.
- 35 Cet article démontre que les organisations du secteur non marchand qui se consacrent aux groupes vulnérables sont en possession d'une source potentiellement précieuse d'informations. Certaines collectent des données de grande valeur, que ce soit dans le cadre de leur travail de proximité ou pour d'autres raisons, et ces données s'avèrent

très pertinentes pour acquérir une meilleure connaissance des plus démunis et orienter les politiques à leur égard. Quiconque ambitionne de mener une politique efficace détient, avec ce type de données, une précieuse source d'informations. À titre d'exemple, nous pouvons citer ici l'abondante collecte de données de Bruss'Help sur les sans-abri et les sans-chez-soi [Pierre, 2025]. Cet article illustre l'utilité et la faisabilité de cette stratégie, et montre également à quel type de conclusions pertinentes d'un point de vue politique peut aboutir une analyse approfondie. Les données collectées par des organisations comme l'ASBL Diogenes brossent un tableau complet de l'environnement des habitants de la rue, tout en permettant d'analyser les tendances et les différences au sein de ce groupe. De manière générale, il est impossible d'exclure une utilisation abusive des données. Toutefois, de récentes expériences suggèrent que la stigmatisation et la répression sont au moins autant le produit d'un manque de connaissances que d'une utilisation abusive des données.

- 36 Parallèlement, des exigences de qualité sont évidemment à ne pas perdre de vue. Comme pour les données administratives, il est possible que, dans certains cas, une problématique ou un groupe ne soit pas (suffisamment) documenté. Ce risque n'épargne pas les données issues du travail de rue. L'ensemble de données ici analysées se rapportent uniquement aux habitants de la rue soutenus par Diogenes, et ne sont donc pas forcément représentatives de toutes les personnes qui mendient à Bruxelles. Néanmoins, elles permettent une plongée rare et précieuse au cœur d'un groupe difficilement atteignable. En outre, le fait que Diogenes soit une association de taille relativement importante et que ses travailleurs sociaux concentrent une assez grande diversité de connaissances sur des groupes ethniques et linguistiques spécifiques, réduit considérablement ce risque. La triangulation avec d'autres sources, comme les enquêtes menées auprès de personnes qui mendient avec un autre plan d'échantillonnage (par exemple [Adriaenssens et Soare, 2023 ; Soare *et al.*, 2025]) ou des approches plus qualitatives telles que des études ethnographiques, reste importante pour affiner le portrait.
- 37 Les données ici rapportées présentent, quoi qu'il en soit, le précieux avantage de nous permettre de comparer les personnes qui vivent dans la rue et y mendient avec des membres du même groupe qui ne mendient pas. Un important constat issu de cette analyse est que la mendicité fait office de stratégie de survie. Des indicateurs de vulnérabilité et de privation permettent de prédire si un individu recourt ou doit recourir à la mendicité comme activité génératrice de revenus. Trouver et conserver un emploi formel s'avère, en tout état de cause, très difficile pour les personnes qui vivent dans la rue, et très peu d'observations s'y rapportent. Ces constats sont conformes aux recherches disponibles sur les activités informelles, menées auprès de personnes confrontées à des situations de vie très précaires, mais se heurtent souvent aux mythes sociaux véhiculés autour de la nature de la mendicité et des personnes qui s'y livrent. Cette contribution confirme ou soutient donc l'idée selon laquelle les personnes qui disposent de sources alternatives de revenus recourent moins rapidement à la mendicité. Si la mendicité est une solution de « dernier recours », elle rivalise évidemment avec d'autres options disponibles, comme la prostitution de rue ou des formes de petite délinquance. Or celles-ci sont probablement plus risquées, nocives et problématiques pour la société et les intéressés. Pour les travailleurs sociaux, cette conclusion n'a sans doute rien de surprenant, mais pour les décideurs politiques et le grand public, elle peut contribuer à réfuter les mythes tenaces qui entourent les

mendiants. Il s'agit également d'une information majeure pour éclairer les politiques futures.

BIBLIOGRAPHIE

- ADHIKARI, P. et BRYANT, L. A., 2018. Sampling hard-to-locate populations: Lessons from sampling Internally Displaced Persons (IDPs). In : L.R. ATKESON et R.M. ALVAREZ (éds.). *The Oxford handbook of polling and survey methods*. Oxford : Oxford University Press. pp. 155-180.
- ADRIAENSSENS, S. et HENDRICKX, J., 2011. Street level informal economic activities: estimating the yield of begging in Brussels. In : *Urban Studies*. 01/2011. Vol. 48, n° 1, pp. 23-40.
- ADRIAENSSENS, S. et SOARE, T., 2023. Bedelaars in Brussel: dimensies van sociale uitsluiting en publieke perceptie. In : COENE, J., GHYS, T., HUBEAU, B., MARCHAL, S., RAEYMAECKERS, P., REMMEN, R., VANDENHOLE, W., VAN DOOREN, W. et VAN REGEMORTEL, H. (éds.). *Armoede en ongelijkheid*. Jaarboek 2023. Louvain : Acco. pp. 301-315.
- ARADAU, C., HUYSMANS, J., MACIOTI, P. G. et SQUIRE, V., 2013. Mobility interrogating free movement: Roma acts of European citizenship. In : ISIN, E. F. et SAWARD, M. (éds.). *Enacting European citizenship*. Cambridge : Cambridge University Press. pp. 132-154.
- BOSE, R. et HWANG, S. W., 2002. Income and spending patterns among panhandlers. In : *Canadian Medical Association Journal*. 03/09/2002. Vol. 167, n° 5, pp. 477-479.
- BRAME, R., TURBER, M. G. et PATERNOSTER, R., 2010. Missing data problems in criminological research. In : PIQUERO, A. R. et WEISBURD, D. (éds.). *Handbook of quantitative criminology*. Dordrecht : Springer. pp. 251-272.
- CLÉ, A. et ADRIAENSSENS, S., 2007. *Bedelarij onderzocht. Een beknopte samenvatting van het onderzoek*. Bruxelles : EHSAL Management School.
- COBHAM, A., 2020. *The Uncounted*. Cambridge : Polity Press. 200 p.
- COLOMBO, A., REYNAUD, C. et DE COULON, G., 2016. Begging in Geneva: which right to the city? In : *Urban Environment*. 2016. Vol. 10. Disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/eue/1306>
- CONSOLI, T., 2023. Migration and ethnicity. In : BRETHERTON, J. et PLEACE, N. (éds.). *The Routledge handbook of homelessness*. Londres : Routledge. pp. 190-199.
- DE COULON, G., REYNAUD, C. et COLOMBO WIGET, A., 2015. Begging in Geneva in times of crisis: multilayered representations of beggars, begging and cohabitation in the public space. In : *European Journal of Homelessness*. 06/2015. Vol. 9, n° 1, pp. 191-211. Disponible à l'adresse : <https://www.feantsaresearch.org/download/article-87535298787986413382.pdf>
- DEAN, H. et MELROSE, M., 1999. Easy pickings or hard profession? Begging as an economic activity. In : DEAN, H. (éd.). *Begging questions. Street-level economic activity and social policy failure*. Bristol : Policy Press. pp. 83-100.
- DEBRUYNE, P., 2022. Intra-Europese migratie in Gent. Een verhaal van bottom-uppraktijken op de naad van migratie en sociale mobiliteit. In : COENE, J., GHYS, T., HUBEAU, B., MARCHAL, S.,

- RAEYMAECKERS, P., REMMEN, R., VANDENHOLE, W., VAN HECKEN, G. et VAN PRAAG, L. (éds.). *Armoede en sociale uitsluiting. Jaarboek 2022*. Louvain : Acco. pp. 231-251.
- DECKARD, F. M. et AUYERO, J., 2022. Poor people's survival strategies: Two decades of research in the Americas. In : *Annual Review of Sociology*. 07/2022. Vol. 48, n° 1, pp. 373-395.
- DIVE, A., 2024. Recriminaliser la mendicité en Belgique? "Cela n'a aucun sens. Au contraire, il faut consacrer dans la loi le droit de mendier". In : *La Libre Belgique*. 10/10/2024. Disponible à l'adresse : <https://www.lalibre.be/debats/ripostes/2024/10/10/recriminaliser-la-mendicite-en-belgique-cela-na-aucun-sens-au-contre-ai-il-faut-consacrer-dans-la-loi-le-droit-de-mendier-BKIUMSAJ7ZBKVERSNORH5OHCAQ/>
- DONOVAN, M. G., 2008. Informal cities and the contestation of public space: the case of Bogota's street vendors, 1988-2003. In : *Urban Studies*. 01/2008. Vol. 45, n° 1, pp. 29-51.
- EDGAR, B. et MEERT, H., 2006. *The ETHOS Definition of Homelessness. Fifth Review of Statistics on Homelessness in Europe*. Bruxelles : FEANTSA. Disponible à l'adresse : <https://www.feantsaresearch.org/download/5-2006449618011929240409.pdf>
- ELKINS, M., LISA, F. et FRY, J. M., 2024. Homelessness and housing insecurity among youth in Australia: sequence analysis of housing careers. In : *Housing Studies*. 25/11/2024. Vol. 39, n° 10, pp. 2527-2552.
- FERGUSON, K. M., BENDER, K. et THOMPSON S. J., 2016. Predicting illegal income generation among homeless male and female young adults: Understanding strains and responses to strains. In : *Children and Youth Services Review*. 01/04/2016. Vol. 63, pp. 101-109.
- FITZPATRICK, S. et JONES A., 2005. Pursuing social justice or social cohesion? Coercion in street homelessness policies in England. In : *Journal of social policy*. 15/06/2005. Vol. 34, n° 3, pp. 389-406.
- FITZPATRICK, S. et KENNEDY, C., 2000. *Getting by. Begging, rough sleeping and The Big Issue in Glasgow and Edinburgh*. Bristol : The Policy Press.
- FLÅTO, M. et JOHANNESSEN, K., 2010. Economic strategies among long-term homeless people: the concept of harvesting economy. In : *European Journal of Homelessness*. 12/2010. Vol. 4, pp. 89-109. Disponible à l'adresse : <https://www.feantsaresearch.org/download/article-4-28202591817572774325.pdf>
- GEURTS, K., 2015. *Roma in beweging. Diverse groepen en evoluties in Brussel. Handvaten voor onderwijs en hulpverlening*. Bruxelles : Centre d'intégration régionale Foyer.
- HAWKINS, R., 2012. "Industry cannot go on without the production of some noise": New York City's street music ban and the sound of work in the New Deal era. In : *Journal of Social History*. 01/09/2012. Vol. 46, n° 1, pp. 106-123.
- HERMER, J., 2019. *Policing compassion. Begging, law and power in public spaces*. Oxford : Hart Publishing.
- KO, W. et MOFFITT, R. A., 2020. Take-up of social benefits. In : ZIMMERMANN, K. F. (éd.). *Handbook of labor, human resources and population economics*. Cham : Springer International Publishing. pp. 1-42.
- LEESON, P. T. et HARDY R. A., 2022. American panhandlers. In : *Cities*. 01/05/2022. Vol. 124.
- MCINTOSH, I. et ERSKINE, A., 2000. "Money for nothing"? Understanding giving to beggars. In : *Sociological research online*. 05/2000. Vol. 5, n° 1, pp. 107-115.

MEYER, B. D. et MITTAG, N., 2019. Using linked survey and administrative data to better measure income: Implications for poverty, program effectiveness, and holes in the safety net. In : *American Economic Journal: Applied Economics*. 04/2019. Vol. 11, n° 2, pp. 176–204.

NOËL, L. Non-recours aux droits et précarisations en Région bruxelloise. In : *Brussels Studies*, Collection générale. 30/05/2021. n° 157. Disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/brussels/5585>

NUNEZ BASANTE, P., 2023. Survival strategies in inner-city neighborhoods: the case of Colombian and Peruvian migrants in Brussels, Belgium. In : *Urban Research & Practice*. 08/08/2023. Vol. 16, n° 4, pp. 605–623.

OCDE, 2024. Population Experiencing Homelessness. In : OECD. *Affordable Housing Database*. Paris : OCDE. Disponible à l'adresse : <https://oe.cd/ahd>

OJEBUYI, B. R. et AJAO, H. M., 2023. Resilient dwellers of urban “slums”: An ethnographic study of struggle and communication for survival among street children in Ibadan, Nigeria. In : *Comparative Sociology*. 20/06/2023. Vol. 22, no 3, pp. 325–358.

ÖSTMAN, A.-C., 2022. Women as mobile vendors: petty trade and rural poverty in early twentieth-century Finland. In : *History of Retailing and Consumption*. 02/09/2022. Vol. 8, n° 3, pp. 213–228.

PATTARO, S., BAILEY, N. et DIBBEN, C., 2020. Using linked longitudinal administrative data to identify social disadvantage. In : *Social Indicators Research*. 02/2020. Vol. 147, n° 3, pp. 865–895. Disponible à l'adresse : <https://link.springer.com/article/10.1007/s11205-019-02173-1>

PIERRE, A., 2025. *Dénombrement des personnes sans-chez-soi en Région de Bruxelles-Capitale*. Huitième édition, 6 novembre 2024. Bruxelles : BRUSS'HELP. Disponible à l'adresse : https://brusshelp.org/images/Rapport_denombrement_2024_FR

PORTES, A., 2010. The informal economy. In : PORTES, A. *Economic sociology: a systematic inquiry*. Princeton : Princeton University Press. pp. 130–161.

REINHARD, D., 2023. How much do they make? A systematic review of income generated from begging. In : *International Criminal Justice Review*. 03/2023. Vol. 33, n° 1, pp. 66–86.

SCHROOTEN, M., SOARE, T., DEBRUYNE, P. et ADRIAENSSENS, S., 2023. Bedelen in Brussel: Voorbij de valse tegenstellingen. In : *Sociaal.Net*. 13/06/2023. [Consulté le 07/11/2024]. Disponible à l'adresse : <https://sociaal.net/achtergrond/bedelen-in-brussel-voorbij-de-valse-tegenstellingen/>

SCUTELLA, R. et WOOD, G. A., 2024. The dynamics of homelessness. In : JOHNSON, G., CULHANE, D., FITZPATRICK, S. METRAUX, S. et O'SULLIVAN, E. (éds.). *Research handbook on homelessness*. Cheltenham : Edward Elgar Publishing. pp. 52–71.

SOARE, T., ADRIAENSSENS, S. et HERMANS, K., 2025. Housing quality and homelessness among people who beg. In : *Housing Studies*. 03/06/2025. Vol. 40, n° 6, pp. 1401–1427.

TOURANGEAU, R., 2019. Surveying hard-to-survey populations despite the unfavorable environment. In : *American Journal of Public Health*. 10/2019. Vol. 109, n° 10, pp. 1326–1327.

VAN DEN BROECK, K., BROTCORNE, P., STEENSSENS, K., MORIAU, J., WAGENER, M., 2024. Étude sur le non-recours au revenu d'intégration et aux droits dérivés. Estimation et pratiques inspirantes de lutte contre le non-recours. Louvain : SPP Intégration sociale. Disponible à l'adresse : https://www.mi-is.be/sites/default/files/documents/NTU_rapport_FR.pdf

VANDEKERCKHOVE, B., GELDOF, D., DE DECKER, P., VANHAEREN, R., VAN DAMME, W., VAN HULLE, M., SCHILLEBEECKX, E., BALCAEN, R., 2022. *Atlas superdiversiteit Vlaanderen*.

Toekomstverkenningen: Ruimtelijke verkenning van een superdiverse samenleving. Bruxelles : Departement Omgeving. Disponible à l'adresse : <https://omgeving.vlaanderen.be/nl/onderzoek-cijfers-en-geoloketten/atlas-superdiversiteit>

VENKATESH, S. A., 2006. *Off the books. The underground economy of the urban poor.* Cambridge : Harvard University Press.

WACQUANT, L., 2009. *Punishing the poor: the neoliberal government of social insecurity.* New York : Duke University Press..

WALLENGREN, S., 2021. An insider looking in or an outsider wannabee? Studying vulnerable hard-to-reach populations in the field of victimology – the example of the Roma communities in Sweden. In : *International Review of Victimology*. 09/2021. Vol. 27, n° 3, pp. 328-343.

ANNEXES

Tableau 4. Proportion sans revenu en fonction des caractéristiques de profil

		Pourcentage sans revenu	Chi²
Rom	Oui	59 %	259.5***
	Non	32 %	
Addiction	Oui	32 %	53.2***
	Non	42 %	
Troubles mentaux	Oui	26 %	247.2***
	Non	46 %	
Sans-abri	Oui	40 %	26.9***
	Non	33 %	
* p < 0.05 ; ** p < 0.01 ; *** p < 0.001			

NOTES

1. www.diogenes.brussels

2. À titre de comparaison : l'estimation la plus récente du nombre de personnes sans-abri et sans-chez-soi à un moment précis en Région de Bruxelles-Capitale s'élevait à 9 777 [Pierre, 2025], dont 992 étaient sans-abri. S'il n'est bien sûr pas fondé de comparer des contacts avec une estimation ponctuelle à un moment précis dans le temps, les proportions suggèrent néanmoins que Diogenes est en contact avec une part beaucoup plus élevée de sans-abri (catégorie ETHOS 1) que d'autres catégories de sans-chez-soi (catégories ETHOS 2-7).

RÉSUMÉS

La vie des publics vulnérables est souvent mal documentée, privant les autorités et les organisations d'informations fiables pour élaborer une politique adaptée à leurs besoins. Les personnes qui vivent dans la rue forment une population vulnérable et cachée. Certaines mendent mais cette activité, pourtant prompte à déclencher de vifs débats, reste dans l'angle mort de la recherche scientifique. Dans cette contribution, nous analysons six années de données individuelles enregistrées par l'ASBL bruxelloise Diogenes, un service de travail de rue, afin de mieux comprendre le rôle de la mendicité dans la vie des habitants de la rue. Nous examinons quelles caractéristiques de ce groupe sont corrélées au recours à la mendicité. L'analyse montre que certaines formes de vulnérabilité ou d'exclusion – comme l'absence de revenus, une addiction ou l'origine rome – augmentent le risque de mendicité. C'est d'autant plus vrai pour les personnes qui souffrent de troubles psychiques ou d'une addiction, qui appartiennent à la minorité rome et, plus encore, qui ne disposent d'aucun autre revenu. Dans ce contexte, la mendicité semble être surtout une activité de survie : une source de revenu flexible, quand d'autres options semblent difficilement accessibles. Cette étude montre toute l'utilité de pouvoir accéder à des données disponibles mais sous-exploitées, afin d'élaborer et d'évaluer les politiques ciblant les plus vulnérables. Nous plaillons pour une approche systématique de la collecte et de l'analyse des données dans le cadre de la politique sociale et du travail social.

Het leven van mensen in kwetsbare situaties is vaak slecht gedocumenteerd. Hierdoor ontbreekt het overheden en organisaties aan betrouwbare informatie om beleid te ontwikkelen dat aansluit bij de noden van deze groepen. Mensen die op straat leven vormen een dergelijke kwetsbare en verborgen populatie. Een deel van hen bedelt, en hoewel deze activiteit fel bediscussieerd is, is ze eveneens wetenschappelijk nauwelijks onderzocht. In deze bijdrage analyseren we zes jaar aan individuele registratiegegevens van Diogenes vzw, een Brusselse straathoekwerkdienst, om beter te begrijpen welke rol bedelen speelt in het leven van straatbewoners. We onderzoeken welke kenmerken van deze groep die op straat leeft samenhangen met bedelen als activiteit. De analyse wijst erop dat bepaalde vormen van kwetsbaarheid of uitsluiting – zoals het ontbreken van een inkomen, verslavingsproblematiek of een Roma-achtergrond – de kans op bedelen vergroten. Dat is vooral het geval voor wie psychische of verslavingsproblemen heeft, behoort tot de Romaminderheid, en vooral voor wie geen andere bronnen van inkomen heeft. Bedelen lijkt in deze context vooral een overlevingsactiviteit: een flexibele vorm om inkomen te verwerven wanneer andere opties moeilijk bereikbaar lijken. Deze studie toont hoe waardevol het ontsluiten van bestaande, maar onderbenutte gegevens kan zijn voor het ontwikkelen en evalueren van beleid gericht op de meest kwetsbare groepen. We pleiten dan ook voor een systematische aanpak van dataverzameling en -analyse binnen sociaal beleid en sociaal werk.

The lives of people in precarious situations are often poorly documented. Consequently, authorities and organisations lack reliable information to develop policies that meet these groups' needs. People living on the streets are one such vulnerable and hidden population. Some of them beg, and although this activity is highly controversial, it has hardly been the subject of any scientific research. In this article, we analyse six years of individual records kept by Diogenes, a Brussels-based non-profit organisation providing outreach services, to improve our understanding of the role that begging plays in the lives of street people. We investigate how the characteristics of this group living on the streets correlate with the activity of begging. The analysis indicates that certain forms of vulnerability or exclusion – such as the lack of an income,

addiction issues or a Roma background – increase the likelihood of begging. This is especially the case among people with psychological or addiction issues, those who belong to the Roma minority, and above all those who have no other source of income. In this context, begging appears to be mainly a survival activity: a flexible way of obtaining income when other options seem difficult to reach. This study shows how valuable the exploitation of existing but underused data can be for the development and evaluation of policy focused on the most vulnerable groups. Therefore, we also advocate a systematic approach to data collection and analysis within social work and policy.

INDEX

Thèmes : 4. santé – qualité de vie – inégalités sociales

Keywords : housing, population, poverty, public space, social inequalities, social policies

Trefwoorden huisvesting, bevolking, armoede, openbare ruimte, sociale ongelijkheden, sociaal beleid

Mots-clés : logement, population, pauvreté, espace public, inégalités sociales, politiques sociales

AUTEURS

STEF ADRIAENSSENS

Stef Adriaenssens est sociologue économique, chargé de cours principal au sein du département Économie de la KU Leuven. Son principal domaine d'étude s'attache aux activités informelles et souterraines. L'essentiel de son travail traite du rapport des individus aux institutions et aux règles à travers leur respect ou non, et s'applique souvent à des groupes ou activités difficiles à atteindre, comme le travail informel, les mendiants ou les travailleurs du sexe. Sa recherche est quantitative et s'appuie sur des techniques statistiques et économétriques.
stef.adriaenssens[at]kuleuven.be

MIEKE SCHROOTEN

Mieke Schrooten est chargée de cours en travail social à la haute école Odisee, ainsi que chargée de cours principale à l'Université d'Anvers (Centre for Research on Environmental and Social Change). Ses recherches et son enseignement s'attachent essentiellement aux problématiques du travail social en milieu urbain, à la (trans)migration et à la mobilité, au travail social transnational, à la diversité et aux pratiques informelles de travail social.
mieke.schrooten[at]odisee.be

BERT DE BOCK

Actif au sein de l'ASBL Diogenes, Bert De Bock possède une longue expérience de travailleur de rue. Il participe à l'élaboration de solutions à long terme pour les sans-abri bruxellois et tente de contribuer à toute recherche appliquée susceptible de soutenir l'action sociale en faveur des personnes confrontées à une situation de logement précaire.
bert[at]diogenes.brussels

TRADUCTEURS

CÉLINE PONSARD